

**Plan Général de Coordination Simplifié
en matière de Sécurité et de Protection de la
Santé.
P.G.C.S.**

Maître d'ouvrage :



6, Bd de Belfort.
80039 AMIENS Cedex 1.

Opération :
Création de réseau d'assainissement eaux usées.
Tranche 5 de la ZAC Jules Verne II.
80440 BOVES.

Coordonnateur SPS de Conception :
MEGATEC Ingénierie.

Diffusion	Systematique
Maitre d'ouvrage	Le : 20/06/25
Entreprises	Le :
Diffusion	A leur demande
Inspection du travail	Le :

Date	Objet	Pages

Sarl MEGATEC ING. - 5,rue du Château - 80260 BERTANGLES.

Tél Megatec Ingénierie: 03 22 38 15 95 - E-mail Megatec Ingénierie : olivier.bonamy@megatec-ingenierie.fr
SARL au Capital de 150 000 € - NAF 7112B - 518 665 070 RCS Amiens - SIRET : 518 665 070 00059 - TVA FR 18 518 665 070.

Table des matières

1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF	4
1.1. COORDONNEES DES INTERVENANTS ET DES DIFFERENTS SERVICES.....	4
1.1.1. Les Intervenants	4
1.1.1. Les Services de Prévention.	4
1.2. CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX.....	5
1.2.1. Description des travaux :	5
1.2.2. Planning :	6
1.2.3. Prévision d'effectif:.....	6
1.3. PRESCRIPTIONS LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES.	6
1.3.1. Obligations du maître d'ouvrage :	6
1.3.2. Documents à communiquer par les entreprises au coordonnateur avant tous travaux :	6
1.3.3. Visite d'inspection commune de chantier :	6
1.3.4. Responsabilité :	6
1.4. FORMALITES ADMINISTRATIVES :	6
1.4.1. Permis de Voirie :	6
1.4.2. Déclaration de projet de travaux (DT) / Déclaration d'intention de commencement de travaux. (DICT) : 7	
1.4.3. Etude de sécurité (risques Pyrotechniques) :	7
2. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	8
2.1. PERSONNEL DE CHANTIER.	8
2.1.1. Aptitude médicale :	8
2.1.2. Formation à la sécurité :	8
2.1.3. Utilisation du personnel intérimaire :	8
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER :	8
2.2.1. Sanitaires et Douches :	8
2.2.2. Téléphone de secours :	8
2.2.3. Vestiaires et Réfectoire :	8
2.2.4. Raccordements provisoires :	8
2.2.5. Tableau d'affichage :	8
2.2.6. Clôtures et portails :	8
2.2.7. Panneau de chantier :	9
2.2.8. Plan des installations de chantier :	9
2.3. REGLEMENT GENERAL INTERIEUR DU CHANTIER.....	9
2.3.1. Fléchage et Signalisations :	9
2.3.2. Modifications de l'environnement :	9
2.3.3. Vitesse de circulation des engins de chantier :	9
2.3.4. Hébergement des travailleurs :	9
2.3.5. Protections individuelles :	9
2.3.6. Alcool :	9
2.3.7. Compte-rendu d'accident :	9
2.4. PLANNING ET CALENDRIER PREVISIONNEL.	9
2.5. CONTROLE D'ACCES AU CHANTIER.	10
2.5.1. Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier :	10
2.5.2. Panneaux de signalisation :	10
2.5.3. Badges – Cartes BTP :	10
2.6. VOIES DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES.....	10
2.6.1. Circulations horizontales et verticale :	10
2.6.2. Entretien des voies de circulation :	10
2.7. CONDITIONS DE MANUTENTION.	10
2.7.1. Appareils et accessoires de levage :	10
2.7.2. Grues :	10
2.7.3. Les conducteurs d'engins :	10
2.7.4. Moyens de manutention :	11
2.8. ZONES ET CONDITIONS DE STOCKAGE.	11
2.8.1. Approvisionnements :	11
2.8.2. Délimitation des zones de stockage :	11
2.9. ELECTRICITE DE CHANTIER (AUTONOME).	11
2.10. TRAVAUX SPECIFIQUES AU CHANTIER.	11
2.10.1. Terrassements :	11
2.11. MESURES D'INTERACTION.....	11

2.11.1.	Dispositions générales :	11
3.	MESURES RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER.	12
3.1.	CIRCULATION URBAINE ET ENVIRONNEMENT.	12
3.2.	INTEMPERIES.	12
3.3.	NUISANCES (CHANTIER ELOIGNE DES HABITATIONS).	12
3.3.1.	Feux :	12
3.3.2.	Pollution accidentelle :	12
4.	MESURES EN MATIERE D'ORDRE ET DE SALUBRITE.	13
4.1.	LES CANTONNEMENTS.	13
4.1.1.	Les sanitaires :	13
4.1.2.	Les vestiaires et réfectoires :	13
4.1.3.	Les aménagements :	13
4.2.	NETTOYAGE DU CHANTIER.	13
4.2.1.	Règles générales de nettoyage du chantier :	13
4.2.2.	Carence d'une entreprise :	13
5.	MESURES POUR LES SECOURS ET L'INCENDIE.	14
5.1.	ORGANISATION DES SECOURS.	14
5.1.1.	Accès et circulation réservés aux secours :	14
5.1.2.	Téléphone de secours :	14
5.1.3.	Travail isolé :	14
5.1.4.	Conduite à tenir en cas d'accident :	14
5.1.5.	Secouristes :	14
5.1.6.	Trousse de secours :	14
6.	MODALITES DE COOPERATION INTERENTREPRISES.	15
6.1.	GENERALITES.	15
6.2.	LES SOUS-TRAITANTS.	15
6.3.	LA COACTIVITE.	15
6.4.	L'INSPECTION COMMUNE DE CHANTIER.	15
6.5.	REGISTRE-JOURNAL.	15

1. Renseignements d'ordre administratif

1.1. Coordonnées des intervenants et des différents services.

1.1.1. Les Intervenants

	Noms et Adresses	Tel	Correspondants
Maître d'ouvrage	CCIA 6 Bd de Belfort 80039 AMIENS		M Deleersnyder.
Coordonnateur SPS	MEGATEC INGENIERIE 5 rue du Château 80260 BERTANGLES	M.06.80.03.42.19	Mr Bonamy.

1.1.1. Les Services de Prévention.

	Noms et Adresses	Tel/Fax	Correspondants
Inspection du Travail	DIREECTE 40 rue de la Vallée 80042 Amiens Cedex 1	T.032222418 0	
OPPBTP	OPPBTP Village Oasis Place des Abies 80044 Amiens Cedex	T.032295101 8 F.032295124 6	
CARSAT	Carsat Nord Picardie 11 Allée Vauban 59661 Villeneuve d'Ascq Cedex		

1.2.2. Planning :

Les travaux se répartiront suivant le planning établi par le maître d'ouvrage (environ 2 mois de Réalisation).

1.2.3. Prévision d'effectif:

L'effectif moyen sur le site sera de 4 à 15 personnes. Il sera en moyenne de 10 personnes.

La mission du coordonnateur SPS sera donc de niveau 3.

Calcul : $2 \times 22 \times 10 = 440$ hommes jours < 500 hommes jours (= niveau 3)

1.3. Prescriptions législatives et réglementaires.

1.3.1. Obligations du maître d'ouvrage :

La responsabilité civile et pénale du maître d'ouvrage est introduite dans la réglementation par la loi du 31 décembre 1993. (n°93-1418).

Ses obligations se résument dans les principes ci-après :

1. Respecter les principes généraux de prévention au cours des phases conception, étude, élaboration du projet et réalisation de l'ouvrage.
Prendre en compte ces principes de prévention lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation du chantier.
2. Organiser la coordination.
Désigner un coordonnateur SPS compétent et lui donner les moyens indispensables à l'exercice de sa mission.
Faire établir le PGCS par le coordonnateur SPS.

1.3.2. Documents à communiquer par les entreprises au coordonnateur avant tous travaux :

1. Les coordonnées du responsable de chantier.
2. Les coordonnées de ses sous-traitants.
Indiquer leur responsable sur le chantier.
3. Les dates approximatives et la durée de leur intervention.

1.3.3. Visite d'inspection commune de chantier :

Avant la remise de leur PPSPS et avant de commencer ses travaux, les entreprises, prestataires et le coordonnateur SPS programmeront l'inspection commune préalable du chantier. Une inspection commune sera réalisée avec un représentant de chaque sous-traitant. Le maître d'ouvrage pourra être présent lors de ces inspections communes.

1.3.4. Responsabilité :

Les entreprises restent intégralement responsables de la sécurité de leur personnel et doivent par conséquent mettre à leur disposition tous les moyens adaptés aux travaux à réaliser.

1.4. Formalités administratives :

Les formalités ci-dessous devront être réalisées au moment opportun :

1.4.1. Permis de Voirie :

A la charge de chaque lot suivant ses besoins (adressé aux services de voirie de la mairie et/ou département).

1.4.2. Déclaration de projet de travaux (DT) / Déclaration d'intention de commencement de travaux. (DICT) :

Les travaux projetés à proximité de canalisations et réseaux doivent être déclarés à leurs exploitants.

Déclaration de projet de travaux (DT).

Dès le stade de l'élaboration d'un projet de travaux, et avant de lancer le dossier de consultation des entreprises (DCE), le maître d'ouvrage doit envoyer une déclaration de projet de travaux (DT), effectuée au moyen d'un formulaire Cerfa.

Déclaration d'intention de commencement de travaux. (DICT).

L'exécutant des travaux doit ensuite adresser une DICT à chaque exploitant d'ouvrage concerné au moyen d'un formulaire Cerfa qui est le même formulaire que celui relatif à la déclaration de projet de travaux (DT) dans lequel le volet DT doit être rempli.

DT / DICT : Toute déclaration doit obligatoirement être précédée d'une consultation du guichet unique, accessible en ligne, qui recense la totalité des réseaux présents sur le territoire. Une nouvelle déclaration est nécessaire, si les travaux annoncés dans la DICT ne sont pas entrepris dans un délai de 3 mois à compter de la consultation du guichet unique, ou en cas d'interruption des travaux de plus de 3 mois.

1.4.3. Etude de sécurité (risques Pyrotechniques) :

Un étude sera menée par un cabinet indépendant sur l'ensemble du projet en amont afin d'évaluer la présence d'engins explosifs pouvant générer un risque pour la bonne réalisation des travaux. Ce rapport sera joint au marché et pourra être complété si nécessaire pendant toute la durée du chantier. Les entreprises devront néanmoins prendre en compte ce risque dans leur PPSPS. Toute découverte sera immédiatement signalée aux autorités compétentes et suivi du protocole de sécurité approprié. Le MO/CSPS seront avertis en parallèle.

2. Mesures d'organisation générale.

2.1. Personnel de chantier.

2.1.1. Aptitude médicale :

Le personnel intervenant sur le chantier devra être reconnu médicalement apte à l'exercice de sa profession. Il aura subi les visites médicales obligatoires.

2.1.2. Formation à la sécurité :

Chaque entreprise s'assurera que son personnel a suivi une formation à la sécurité correspondante au chantier en question et que ses conducteurs d'engins, monteurs ont bien reçu toutes les formations obligatoires pour chaque prestation : (Consignes de sécurité, modes opératoires, formation SST,...)

2.1.3. Utilisation du personnel intérimaire :

Le responsable de l'entreprise utilisant du personnel intérimaire s'assurera :
qu'il est apte médicalement
qu'il est en règle avec la législation du travail
qu'il a reçu une formation à la sécurité adaptée au chantier

2.2. Installations de chantier :

2.2.1. Sanitaires et Douches :

Les sanitaires seront adaptés aux effectifs et à la durée du chantier conformément au code du travail. Modules autonomes.

2.2.2. Téléphone de secours :

Chaque entreprise fournira un téléphone portable à son personnel. Le numéro de chantier et les numéros d'urgence seront notamment affichés dans les bungalows.

2.2.3. Vestiaires et Réfectoire :

Chaque vestiaire disposera d'armoires ininflammables en nombre suffisant (1 par personne).

Les réfectoires seront équipés d'un réfrigérateur, d'un micro-ondes, de tables et chaises en nombre suffisant. Modules autonomes.

2.2.4. Raccordements provisoires :

L'entreprise se chargera de poser des dispositifs autonomes pour le chantier ou s'il existe une possibilité le raccordement au réseau (erdf-eau) à proximité. En cas d'absence de réseaux proches, l'entreprise mettra donc à disposition un groupe électrogène pour approvisionner la base vie en électricité ainsi qu'une cuve à eau.

2.2.5. Tableau d'affichage :

Un tableau d'affichage sera mis en place dans le bungalow réunion de chantier.
(Coordonnées des Service de santé au travail - Secours - Inspection du travail
Consignes de sécurité incendie - Interdiction de fumer- Conduite à tenir en cas d'accident
- Plans de circulation).

2.2.6. Clôtures et portails :

Le chantier sera entièrement fermé par une clôture ou un balisage visible de jour et de nuit.

2.2.7. Panneau de chantier :

Le panneau réglementaire de chantier sera disposé à l'entrée du chantier dès le démarrage des travaux conformément au code du travail. Des panneaux seront disposés en amont/aval du chantier. Visible de jour et de nuit.

2.2.8. Plan des installations de chantier :

Un plan des installations de chantier et de repérage sera établi par l'entreprise réalisant l'installation de chantier. (Soumis à l'approbation du maître d'ouvrage et du coordonnateur SPS).

2.3. Règlement général intérieur du chantier.

2.3.1. Fléchage et Signalisations :

Le chantier sera signalé en permanence au public par chaque lot suivant ses obligations (panneaux indiquant des travaux, une sortie de camions, vitesse limitée,...). Des panneaux réglementaires seront disposés sur les clôtures et au niveau des accès depuis les voies publiques (base vie).

2.3.2. Modifications de l'environnement :

L'environnement public existant ne sera pas modifié sans autorisation de la mairie et accord du maître d'ouvrage et du coordonnateur SPS. Les terrains avoisinants ne seront pas utilisés pour les accès ou stockage sans accord.

2.3.3. Vitesse de circulation des engins de chantier :

Elle est limitée à 5 km/h sur l'emprise du chantier pour l'ensemble des véhicules.

2.3.4. Hébergement des travailleurs :

L'hébergement est interdit sur le chantier. Les travailleurs ne pourront pas dormir dans l'enceinte du chantier de jour comme de nuit.

2.3.5. Protections individuelles :

Le personnel sur le chantier disposera des équipements ci-dessous :

1. Les vêtements de travail et de pluie
2. Les chaussures et les bottes de sécurité.
3. Les gants adaptés. *
4. Les casques de sécurité.
5. Les protections auditives (Bouchons d'oreilles ou casque). *
6. Les lunettes de sécurité.
7. Les gilets hautes visibilité.

2.3.6. Alcool :

L'alcool sous toutes ses formes et autres substances illicites sont rigoureusement interdits sur le chantier.

2.3.7. Compte-rendu d'accident :

En cas d'accident, en plus de la déclaration réglementaire, un compte-rendu détaillé sera remis au coordonnateur de sécurité par l'entreprise.

2.4. Planning et calendrier prévisionnel.

Le planning des travaux est établi en accord avec le coordonnateur SPS et le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de modifier ce phasage en raison de contraintes extérieures impératives.

2.5. Contrôle d'accès au chantier.

2.5.1. Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier :

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés et agréés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisées à accéder au chantier.

Chaque intervenant, et/ou toute personne présente sur le chantier aura l'obligation de signer un registre de présence du personnel tenu à disposition par chaque entreprise titulaire à la base vie. Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locataires, ...) devront communiquer un PPSPS au CSPS conformément à la jurisprudence de janvier 2025.

2.5.2. Panneaux de signalisation :

Des panneaux signalant l'interdiction de pénétrer dans l'enceinte du chantier à toute personne étrangère seront disposés au niveau des accès et des clôtures.

2.5.3. Badges – Cartes BTP :

Chaque salarié devra être muni de sa carte BTP conformément à la réglementation.

2.6. Voies de circulation horizontales et verticales.

2.6.1. Circulations horizontales et verticale :

Les zones de travaux seront dégagées de tous matériels et matériaux et régulièrement entretenues par l'ensemble des entreprises. Chaque soir le chantier sera rangé et sécurisé. Les barrières seront contrôlées pour éviter tout risque de renversement sur la RD.

2.6.2. Entretien des voies de circulation :

L'entreprise devra maintenir propre la RD à proximité de la zone de travaux à tout moment.

2.7. Conditions de manutention.

2.7.1. Appareils et accessoires de levage :

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément aux arrêtés du 1er, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur SPS et disponibles sur le chantier ou sur l'appareil. Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc.) doivent être :

- compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner ;
- comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation) ;
- périodiquement vérifiés VGP.

2.7.2. Grues :

Les grues répondront aux normes en vigueur (anémomètre, alarme de surcharge, extincteur de cabine, balisage lumineux si nécessaire etc). Tous les accessoires seront vérifiés et estampillés.

2.7.3. Les conducteurs d'engins :

Ils disposeront d'une autorisation écrite de leur employeur.

2.7.4. Moyens de manutention :

L'entreprise de terrassement et mise en place des canalisations nous communiquera sa méthodologie. L'entreprise nous précisera dans son PPSPS les mesures et dispositifs prévus par poste pour assurer la sécurité des intervenants sur le chantier. Elle sera en charge du balisage de ses travaux vis-à-vis des personnes extérieures.

2.8. Zones et conditions de stockage.

2.8.1. Approvisionnements :

Chaque entreprise adoptera les dispositions nécessaires pour que les approvisionnements sur le chantier s'effectuent selon les règles de sécurité et l'organisation du chantier à savoir :

- Communiquer aux fournisseurs le plan d'accès du chantier, le nom du responsable sur le site et son numéro de téléphone.
- A la livraison, prise en charge par ce responsable.
- Protection de la zone de déchargement.
- Prévision des moyens de déchargements adaptés.

2.8.2. Délimitation des zones de stockage :

Les zones de stockage.

Elles seront convenues avec l'ensemble des entreprises en fonction du plan des installations. Leur entretien et leur responsabilité restent à la charge de toutes les entreprises. Celles-ci veilleront en particulier à la stabilité de l'entreposage des matériaux. Les sols sur lesquels reposeront les matériaux devront rester stables et n'être ni abîmés ni contaminés.

2.9. Electricité de chantier (autonome).

2.10. Travaux spécifiques au chantier.

D'une manière générale, avant tous travaux, chaque entreprise conviendra avec le coordonnateur SPS lors des réunions de chantier ou sur demande de l'entreprise des modes opératoires de ses différentes tâches et décrira dans son PPSPS les risques encourus et les dispositifs mis en œuvre pour y palier.

2.10.1.Terrassements :

Toutes les tranchées seront balisées par une protection type Barrière de ville. Lorsque leur profondeur sera supérieure à 1.3m, elles seront blindées ou talutées. Toute fouille devra être protégée et balisée contre les risques de chute.

2.11. Mesures d'interaction.

2.11.1.Dispositions générales :

Lors des opérations de levage, la zone d'intervention devra être signalée en amont. Le levage ne pourra s'effectuer qu'en présence de bonnes conditions climatiques. Le guidage de la manœuvre devra être réalisé par un chef de manœuvre habilité. Au besoin, le levage sera guidé au moyen de corde.

Dans le cas de levage par une grue automotrice, l'entreprise devra s'assurer de la portance du terrain, des plaques de répartitions devront être mises en place sous les patins de l'engin.

3. Mesures relatives à l'environnement du chantier.

3.1. Circulation urbaine et environnement.

Le chantier ne devra ni survoler ni empiéter ni gêner la circulation urbaine et le voisinage immédiat.

3.2. Intempéries.

Lorsque les conditions météorologiques rendent les travaux extérieurs dangereux (vent neige, gel etc.), ils doivent être interrompus immédiatement.

3.3. Nuisances (chantier éloigné des habitations).

3.3.1. Feux :

Les feux de toute nature sont interdits sur le chantier.

3.3.2. Pollution accidentelle :

Toute pollution accidentelle sera immédiatement signalée au maître d'ouvrage et au coordonnateur SPS qui prendra avec l'entreprise concernée les mesures qui s'imposent. Des kits anti-pollution seront présents avec les engins de chantier.

4. Mesures en matière d'Ordre et de Salubrité.

4.1. Les cantonnements.

4.1.1. Les sanitaires :

L'entreprise en assurera le nettoyage, l'entretien et la fourniture des consommables (papier, savon, essuie-mains à utilisation unique).

4.1.2. Les vestiaires et réfectoires :

L'entreprise en assurera l'entretien et le nettoyage.

4.1.3. Les aménagements :

Les locaux ci-dessus seront situés à proximité des lieux de travail avec lesquels ils communiqueront par des voies de circulation. Ils seront chauffés, ventilés/climatisés et bien éclairés.

L'ensemble du chantier sera maintenu propre et l'ensemble des détritiques et déchets seront régulièrement mis dans les bennes destinées à cet effet. L'entreprise devra fournir au minimum 3 litres d'eau potable par salarié et par jour.

4.2. Nettoyage du chantier.

4.2.1. Règles générales de nettoyage du chantier :

Chaque entreprise devra nettoyer et évacuer ses déchets quotidiennement. Tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.

4.2.2. Carence d'une entreprise :

En cas de non-exécution des mesures ci-dessus, le maître d'ouvrage ou coordonnateur SPS pourra faire exécuter le nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante.

5. Mesures pour les Secours et l'Incendie.

5.1. Organisation des secours.

5.1.1. Accès et circulation réservés aux secours :

Le coordonnateur SPS conviendra avec l'entreprise des dispositions particulières à adopter pour limiter au maximum le temps d'intervention des secours (Fléchage sur le chantier par exemple).

5.1.2. Téléphone de secours :

Il est prévu que l'ensemble des ouvriers soit équipé de téléphone portable pour les appels de secours.

5.1.3. Travail isolé :

Le travail isolé est interdit sur le chantier.

5.1.4. Conduite à tenir en cas d'accident :

Le mémo OPPBTP sera affiché dans le bungalow de chantier.

Sous aucun prétexte, ne transporter un blessé dans un véhicule particulier.

En cas d'accident grave, on prévient également immédiatement :

- Le maître d'ouvrage.
- Le coordonnateur SPS
- L'inspection du travail.
- La gendarmerie ou le commissariat de police.
- Le représentant de la CARSAT et de l'OPPBTP.

Un compte-rendu circonstancié sera remis au coordonnateur SPS dans les 48 heures.

5.1.5. Secouristes :

Comme le prévoit la réglementation, chaque entreprise aura prévu sur le chantier la présence permanente de secouristes formés et recyclés. Ils seront répertoriés dans le PPSPS.

La réglementation précise le nombre de secouristes sur chantier soit :

- 1 secouriste pour 20 personnes.
- 1 secouriste supplémentaire par tranche de 20 personnes

5.1.6. Trousse de secours :

Chaque entreprise disposera en permanence sur le chantier d'une trousse de premier secours connue de tout son personnel. Une trousse accessible à tous sera présente dans la base vie.

6. Modalités de coopération interentreprises.

6.1. Généralités.

Les principes de coordination sont applicables par chaque entreprise, ses sous-traitants et les prestataires.

6.2. Les sous-traitants.

Rappel important : Chaque entreprise doit déclarer ses sous-traitants, dès qu'elle en a connaissance, au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS pour acceptation.

Les entreprises veilleront donc à informer leurs sous-traitants :

- De l'existence et du contenu du PGCS.
- De l'obligation de rédiger un PPSPS.
- Des mesures d'organisation et des consignes de sécurité retenues pour la partie du chantier à réaliser.

6.3. La coactivité.

Chacun veillera en particulier à éviter les tâches superposées et à établir une coopération active par l'intermédiaire du coordonnateur SPS pour réduire les risques de coactivité et éviter les situations de double emploi des dispositifs de protection. Ceux-ci seront communs chaque fois que cela sera possible.

6.4. L'inspection commune de chantier.

Avant le début de ses travaux et avant la rédaction de son PPSPS, chaque entreprise et ses sous-traitants conviendront avec le coordonnateur SPS de réaliser une inspection commune.

Durant cet entretien et en fonction des caractéristiques des travaux que l'entreprise doit effectuer, seront précisées :

- Les consignes à observer ou à transmettre.
- Les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

6.5. Registre-Journal.

Le registre-journal rédigé et diffusé par le coordonnateur SPS représente le « Carnet de bord » de l'opération de construction.

Celui-ci sera diffusé par courriel (les adresses mails des entreprises utilisées étant celles communiquées au CR MO), néanmoins, si une entreprise souhaite que la diffusion soit réalisée à des personnes différentes de celle du CR MO ou transmise par un autre moyen alors l'entreprise devra nous le préciser expressément.

FIN.